

## Express

**HIER MATIN**, plusieurs automobilistes se sont certainement rendu compte que la Ville de Montréal était devenue un immense gymnase à ciel ouvert. En effet, en cette Journée de la santé, plusieurs rues, ainsi que le pont Jacques-Cartier, étaient fermées à la circulation pour permettre aux Montréalais de faire un brin d'exercice. Certains congressistes ont certainement été retardés par cette fâcheuse situation. (VM)

...

**TERRE-NEUVE** pourrait couper l'électricité au Québec, advenant une déclaration unilatérale d'indépendance. C'est ce qu'a affirmé le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, qui prenait la parole à Montréal au colloque annuel de la Société québécoise de Sciences politiques. Selon le ministre Dion, le Québec s'expose à ce genre de ripostes s'il refuse de négocier avec le reste du Canada. (Matinternet)


...

**UNE BONNE NOUVELLE** pour les amateurs de bière: les patrons de pubs britanniques seront désormais autorisés à servir des verres de bière trop pleins. Le ministère de l'Intérieur vient de modifier une loi vieille de 75 ans qui prévoyait une amende pour les tenanciers qui servaient des verres contenant plus de bière que le client n'en avait demandé. Rassurez-vous, la loi interdisant de servir des verres assez remplis, grâce aux faux cols, notamment, demeure en vigueur... (Matinternet)

...

**UN JEUNE CHÔMEUR** et un couple d'une quarantaine d'années vont se partager un gros lot de 26 millions de dollars décroché au Super loto français, l'équivalent de notre 6/49. Le couple jouait pour la première fois. (Radionet)

# LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Le lundi 20 mai 1996 

Le 58<sup>e</sup> congrès

## C'est parti!



**U**n immense panneau sur l'estrade, face aux délégués, rappelle à chaque instant que l'urgence est à la solidarité, à toutes les solidarités.

Solidarité des syndiqués avec les non-syndiqués, des salariés réguliers avec les temporaires et les précaires, de celles et de ceux qui sont à l'emploi avec les autres qui

se retrouvent au chômage. Solidarité aussi entre les sexes et les générations, avec les autres organisations syndicales et les groupes populaires et communautaires.

Plus de 1500 délégués officiels et fraternels ont entendu le président Gérald Larose livrer le rapport du Comité exécutif. Le président de la FTQ, Clément

Godbout, a déploré le manque de vigueur du gouvernement québécois dans le dossier de l'emploi. Il a aussi fustigé la décision d'imposer les cotisations syndicales. La présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, a de son côté plaidé pour que soit stoppée l'érosion de nos grands réseaux de la santé et de l'éducation.

**TABLE RONDE**

**Urgence:  
une voix  
pour les exclus**

Pages 6-7



# De l'urgence de subordonner l'économique au social

La clarté. C'est sans doute ce qui caractérise le rapport du Comité exécutif livré hier par le président Gérald Larose.



**P**our la CSN en effet, «la concertation entre les groupes dans la société n'a de sens que si elle vise justement à lier l'économie aux impératifs sociaux. Compte tenu des intérêts en présence, elle suppose un rapport de force. L'avenir ne doit pas être dicté seulement par les banquiers. Le premier impératif aujourd'hui, sur le plan social, est la lutte contre l'exclusion et pour le développement social. C'est là une responsabilité qui doit être partagée et qui doit conduire, notamment lors du Sommet économique

de l'automne prochain, à des engagements fermes et à un plan d'action concret.»

Il faut de toute urgence, insiste la direction de la centrale, appeler à la raison ceux qui se cachent derrière l'économie pour procéder impunément à des mises à pied ou pour couper dans les services essentiels au bien-être collectif. De même, ceux qui subordonnent les réalités sociales aux lois du marché doivent être rappelés à l'ordre.

À cet égard, le rapport a vivement déploré le manque

de préparation du gouvernement québécois et l'apathie du milieu patronal face aux questions relatives à l'emploi, à la dernière conférence socio-économique. Le gouvernement Bouchard était en effet fort bien préparé sur la question de la lutte au déficit, alors que sur celle de l'emploi, c'est l'improvisation qui a dominé.

Dans la foulée du rapport livré par Gérald Larose, le congrès sera saisi, au cours des prochains jours, d'une série de propositions touchant l'emploi, les finances

publiques, l'éducation, la santé et les services sociaux, la sécurité du revenu et le droit à la syndicalisation.

**M.R.**

Le président du Conseil central du Montréal métropolitain, Arthur Sandborn, a souhaité la bienvenue aux délégués en brossant un portrait de la situation socio-économique.



C'est dans une atmosphère fébrile que l'OR-CSN a commencé sa 4<sup>e</sup> assemblée générale annuelle hier. Le président, Maurice Boucher, était porté disparu et Guy Beaudoin, qui transportait avec lui tous les documents, n'arrivait pas. On a bientôt appris que le président avait fait une panne sèche, tandis que le vice-président était resté pris dans un bouchon de circulation! L'assemblée s'est finalement ouverte sur l'heureuse constatation que les effectifs ont doublé, signe d'une bonne santé. Les membres du comité exécutif ont été réélus: Maurice Boucher, président, Jacqueline Dubuc, secrétaire générale, Gisèle Plante, 1<sup>ère</sup> vice-présidente, Guy Beaudoin, 2<sup>e</sup> vice-président, et Gerry Taylor, trésorier.



# Dans un jardin de chiendent

Luc Latraverse

**Le Quotidien du congrès va vous mettre au parfum. Mais prenez garde, ça sent pas bon.**

Une des nouvelles vedettes du succès en affaires, le dénommé Jean-Claude Gagnon, propriétaire des entreprises du groupe «Dans un jardin», s'est mis en tête de s'opposer mordicus à la syndicalisation de ses employé-es. Ces derniers, ces dernières puisqu'il s'agit surtout de femmes, ont décidé de se syndiquer à la CSN en septembre 1995, lorsqu'ils ont reçu une augmentation de salaire de 3%, alors que l'entreprise voit ses revenus et ses profits atteindre de nouveaux zéniths à chaque année. Il y a 68 boutiques «Dans un jardin» à travers le Québec, et il y avait trois entreprises de fabrication, de sérigraphie et de distribution pour les alimenter.

Devant cette tentative de syndicalisation, Jean-Claude Gagnon a proposé à ses employé-es le moyen de se désister de leur demande de syndicalisation. Ça lui vaut une poursuite pénale pour ingérence dans les affaires du syndicat. Pour enchaîner, il a fait appel aux services de Me Claude Dufresne, tristement célèbre conférencier sur l'art de se débarrasser

d'un syndicat, art qu'il pratique d'ailleurs lui-même sur demande. «Dans un jardin» a donc fermé son atelier de sérigraphie, annoncé la fermeture de son usine de fabrication pour la mi-juin, et li-

cencié une vingtaine d'employé-es, dont trois ont porté plainte pour congédiement pour activités syndicales. Voilà pour l'instant. Le commissaire du Travail doit se prononcer sur la requête

en accréditation dans les semaines qui viennent. Les employé-es continuent leur campagne pour obtenir un syndicat et maintenir leurs emplois. Alors, si vous vous parfumez, faites vos achats ailleurs que «Dans un jardin», s'il-vous-plaît.



**Le président du Conseil central de la Montérégie, René Lachapelle, a accompagné la présidente du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Parfumerie Dans un jardin (CSN), Hélène Laplante, et deux des personnes congédiées, Luc Faubert et Gino Morin, alors qu'ils ont fait la tournée des médias de la Rive-Sud de Montréal, la semaine dernière.**

## Les voix d'Alphonse et de Dorimène

Devant 200 personnes massées sur la terrasse de la Place des Arts, la comédienne Sylvie Legault et le comédien Luc Senay ont fait revivre, hier, Alphonse Desjardins et sa conjointe, Dorimène. Ils se sont remémoré les valeurs à l'origine du Mouvement Desjardins. La présidente de la Fédération du commerce, Lise Poulin, a fait le rapprochement entre la lutte d'Alphonse Desjardins qui, en 1906, demandait au gouvernement d'adopter une loi pour protéger les caisses populaires et celle de la CSN pour la réhabilitation de l'article 45 du Code québécois du travail afin de protéger nos emplois et nos syndicats. Le vice-président Roger

Valois a promis au Mouvement Desjardins que «si vous vous comportez comme des banquiers avec les employés du Méridien, nous allons vous poursuivre jusqu'en enfer!»

«C'est triste. Ça nous donne

le goût de quitter le Mouvement Desjardins. Hier soir, nous avons mangé au Méridien pour encourager "nos serveurs" qui nous ont depuis toujours donné un service de qualité. Il y a 20 ans, c'est là que nous avons célébré notre

25<sup>e</sup> anniversaire de mariage». M. Louis Poirier et sa conjointe, Mme Lucille Poirier, ont participé à l'activité familiale des employé-es du Méridien pour les encourager dans leur lutte.

M.C.





## Miser sur nos forces

La situation actuelle est complexe et difficile. Les enjeux sont considérables, y compris pour le mouvement syndical. Dans ce contexte, la CSN serait vulnérable si elle se repliait sur elle-même. La CSN donne sens à sa mission lorsqu'elle agit sur la réalité économique, sociale ou politique dans l'intérêt des travailleuses et des travailleurs qu'elle représente et de la population en général.

Une priorité doit traverser notre travail de négociation, nos activités de représentation et nos interventions publiques: la question de l'emploi. Sur ce point, aucune équivoque et il faudra resserrer la coordination de nos interventions entre les diverses composantes du mouvement.

Sur la question des finances publiques, il faut convenir qu'un redressement s'impose. Mais celui-ci doit viser l'équité et ne doit pas s'opérer au détriment des responsabilités publiques en matière d'emploi et, plus globalement, en matière de politiques sociales. (...)

Plus que jamais, il faudra miser sur nos forces, sur les valeurs que nous portons et sur notre capacité de les inscrire dans la réalité, en fonction des questions qui nous confrontent. Il faudra miser sur la rigueur de nos analyses et sur notre capacité d'initiative et d'action. Dans la période cruciale que nous traversons, les voies à suivre ne seront jamais sans risque. Mais quand l'avenir se construit, vaut mieux oser que d'attendre et laisser faire.

— Nos choix stratégiques dans la conjoncture actuelle, Conseil confédéral, janvier 1995

## Le temps passe

Ce qu'il a pu s'en passer des choses depuis décembre 1988!

Meech est mort aux mains de Jean Chrétien et amis. Lucien Bouchard est devenu souverainiste. Il y a eu Kanesatake. Bélanger-Campeau a produit un rapport. L'accord dit de Charlottetown est retourné là d'où il n'aurait jamais dû sortir. La loi 160 a frappé des milliers de travailleuses et de travailleurs des réseaux de la santé et des services sociaux. L'Assemblée nationale a dû adopter plus de 500 lois. Un autre référendum.

On a vu passer quatre premiers ministres au Québec pendant cette période. Encore plus de ministres du Travail. Ou de l'Emploi, comme on les nomme depuis qu'il n'y a plus de travail.

Au fait, que s'est-il passé en décembre 1988? Ceci. Un savant juge de la Cour suprême, l'honorable Jean Beetz, a décrété que l'accréditation syndicale de travailleuses et travailleurs à l'emploi d'une entreprise qui changeait de mains n'était pas transférable. C'est toute l'économie de l'article 45 du Code

du travail adopté en 1964 qui était de la sorte détruite.

Que s'est-il passé depuis?

Rien. Cette injustice dont on souffert des centaines d'humbles travailleuses et travailleurs n'a pas fait un pli sur la vessie de ces messieurs-dames de la haute.

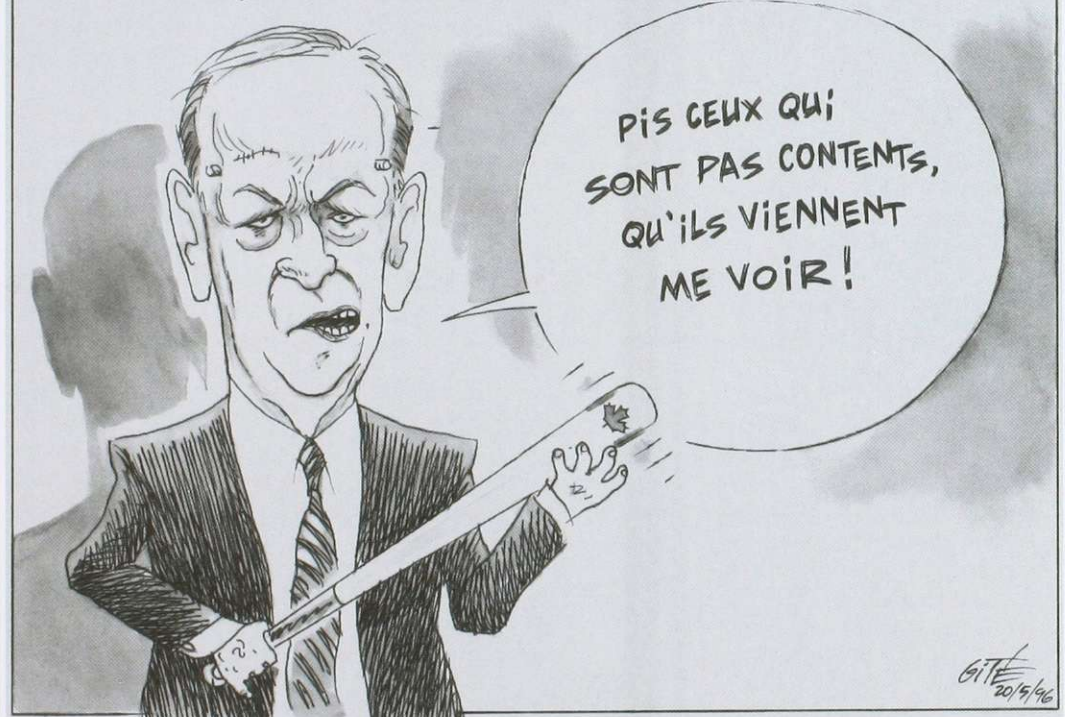
Parce qu'il faut dire que celles et ceux qui sont touchés, c'est du petit monde. Du petit monde de Pointe-au-Pic, victimes de M. Raymond Malenfant. Du petit monde du Holiday Inn Crowne Plaza Centre-Ville, à Montréal, femmes et immigrées pour plusieurs, victimes de M. Michael Rosenberg. Du petit monde du Méridien aujourd'hui, victimes du Mouvement Desjardins.

Du petit monde qui n'a pas la chance de rencontrer ces messieurs-dames de la haute politique sur Laurier ouest ou Bernard.

Ce n'est pas parce qu'elle dure depuis longtemps qu'une injustice devient moins injuste.

Michel Rioux

ATTENTION, CHRÉTIEN DURCIT SES POSITIONS...



# LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

**Coordination**  
Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux

**Conception graphique**  
Jean Gladu

**Rédaction**  
Robert Boucher  
Michel Crête  
Guy Ferland  
Louis-Serge Houle  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Marc Laforge  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Vincent Martineau

Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

**Mise en page**  
Jean Gladu  
Jean-Pierre Paré

**Photographe**  
Alain Chagnon

**Caricaturiste**  
Gité

**Soutien technique**  
Lyne Beaulieu

**Impression**  
Imprimerie de la CSN

**Distribution**  
L'équipe du congrès



# La ville de la vengeance

**6**  
histoires  
parmi tant d'autres

Michel Rioux

Le président de l'Associated Textile, un Américain, avait juré que même s'il devait lui en coûter un million de dollars, il aurait la peau du syndicat national et mènerait les ouvriers de Louiseville. Pour réussir dans cette basse oeuvre, il put compter sur le gouvernement de l'Union nationale.

Une vengeance. «Maurice Duplessis a exercé cette vengeance contre la CTCC et contre les travailleurs, en permettant à la compagnie Associated Textile d'abuser d'une population appauvrie par le chômage et les bas salaires, en fournissant même à cette compagnie les services de la police provinciale pour recruter, transporter et protéger les briseurs de grève», a écrit le responsable de l'information de la CSN, Jean-Paul Lefebvre.

C'est dans l'après-midi du 10 mars 1952 qu'était déclenchée la grève. 700 des 716 ouvriers du textile avaient appuyé la proposition de leur exécutif. Le 16 mai, une trentaine d'agents de la Police provinciale, dirigés par Hilaire Beauregard, celui-là même qui s'était illustré à Asbestos trois ans plus tôt, arrivent à Louiseville.

## Élections

Des élections provinciales se tiennent le 16 juillet. Le député du coin, Germain Caron, avait accusé les ouvriers de Louiseville d'être des communistes qui appuyaient le candidat du parti libéral. L'Union nationale de Maurice Duplessis est reportée au pouvoir et les grévistes de Louiseville ne tarderont pas à s'en rendre compte.

Forçant la reprise de la production, la compagnie tentait par tous les moyens de faire entrer des scabs dans l'usine, ce qui occasionnait régulièrement des escarmouches sur la ligne de piquetage. «Les gros em-



ployeurs de chez nous veulent détruire le syndicalisme québécois. Ce que les patrons attaquent, c'est la liberté syndicale», accuse le secrétaire général de la centrale, Jean Marchand.

Le curé de Louiseville, M<sup>gr</sup> Donat Baril, va dans le même sens: «Je pense bien que ce que recherche la compagnie, c'est d'écraser le syndicat.»

Les choses se corsent jusqu'au 11 décembre. C'est ce jour qu'est lu l'acte d'émeute, à 6h20 le matin. Dans les minutes qui suivirent, cinq

personnes furent blessées par balles ou à coups de bâtons. Une balle devait traverser de part en part le chapeau de l'agent d'affaires du syndicat, Raymond Gagnon. Trente grévistes furent arrêtés. Dans les jours qui suivirent, le curé condamnait les gestes de la police de Duplessis: «Les ouvriers peuvent avoir tiré quelques balles de neige, mais c'est une bien pauvre arme contre des fusils et des bâtons. Aucun policier n'a été blessé.» Quand l'acte d'émeute fut levé, le 19 dé-

cembre, les grévistes retrouvèrent le local du syndicat complètement ravagé, oeuvre de la Police provinciale.

Le 8 février 1953, après onze mois de lutte, les ouvriers étaient obligés d'abandonner leur objectif de conserver leur syndicat. Avec l'aide du gouvernement et de sa police, la compagnie américaine avait réussi à humilier des travailleurs qui ne réclamaient que leurs droits les plus élémentaires. Un commentaire d'André Laurendeau, dans *Le Devoir* du 11 février: «Ce n'est pas la première rencontre de la CTCC avec de puissantes compagnies dont l'antisindicalisme était soutenu et parfois attisé par le gouvernement. Mais depuis plusieurs années, c'est sa première défaite importante.»



L'agent d'affaires du syndicat de l'Associated Textile, Raymond Gagnon, reçut une balle à travers son chapeau, gracieuseté de la police de Duplessis. La CTCC l'envoya plus tard «ouvrir» la Côte-Nord aux syndicats nationaux.



# Urgence: une voix pour les exclus

Propos recueillis  
par Jacqueline Rodrigue et Luc Latraverse

Pour aborder l'urgence de créer des solidarités, le Quotidien du Congrès a réuni quatre personnes qui sont en contact avec les exclus de la société: Claudette Champagne, coordonnatrice du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Marc Saint-Louis, intervenant dans une maison d'hébergement de jeunes sans-abri et membre du conseil d'administration d'Aide à toute détresse Quart-Monde, Cécile Cormier, intervenante sociale en santé mentale et Lise Amyot, intervenante sociale dans le maintien à domicile.

**M**arc Saint-Louis résume bien la dynamique qui caractérise notre vision de l'exclusion: «*En Ontario, Mike Harris s'est fait élire par la classe moyenne en lui demandant: êtes-vous tannés de payer pour les autres? Ce qu'il ne lui a pas dit, c'est que les autres, c'est maintenant eux autres.*»

## Discrimination

Claudette Champagne souligne au départ que le nombre des personnes exclues au Québec dépasse les 800 000. Ce qu'elles vivent, c'est d'être de plus en plus catégorisées (par exemple, les personnes assistées sociales sont classées aptes ou inaptes au travail, disponibles ou non-disponibles, etc) et elles sont discriminées, ce qui leur fait vivre beaucoup plus de rejet, d'exclusion et de divisions. Cela nuit considérablement à la solidarité sociale.

## Concurrence

Ce manque de solidarité se répercute entre les groupes communautaires qui, de plus en plus, se livrent une concurrence pour obtenir des fonds. «*Au lieu de développer des solidarités, les compressions budgétaires et la sous-traitance mettent les groupes communautaires en concurrence*», affirme Cécile Cormier. Lise Amyot en donne comme exemple la



Régie régionale de la Montérégie, qui fait des appels d'offres aux groupes communautaires pour distribuer des subventions.

## Les exclus sont sans voix

Ce qui ressort de la table ronde, c'est qu'on n'écoute pas les exclus et qu'on ne leur fait pas de place dans le débat. Non pas par absence d'organismes représentatifs, mais parce qu'ils n'ont pas droit au chapitre comme ce fut le cas lors du Sommet socio-économique, où le Front commun des personnes assistées sociales ne pouvait avoir un siège à son nom sans passer par une autre coalition. Comme si les personnes assistées socia-

les, qui sont traitées comme un fardeau pour la société, ne pesaient tout simplement plus dans la balance quand on discute d'elles et de leur intégration dans l'économie.

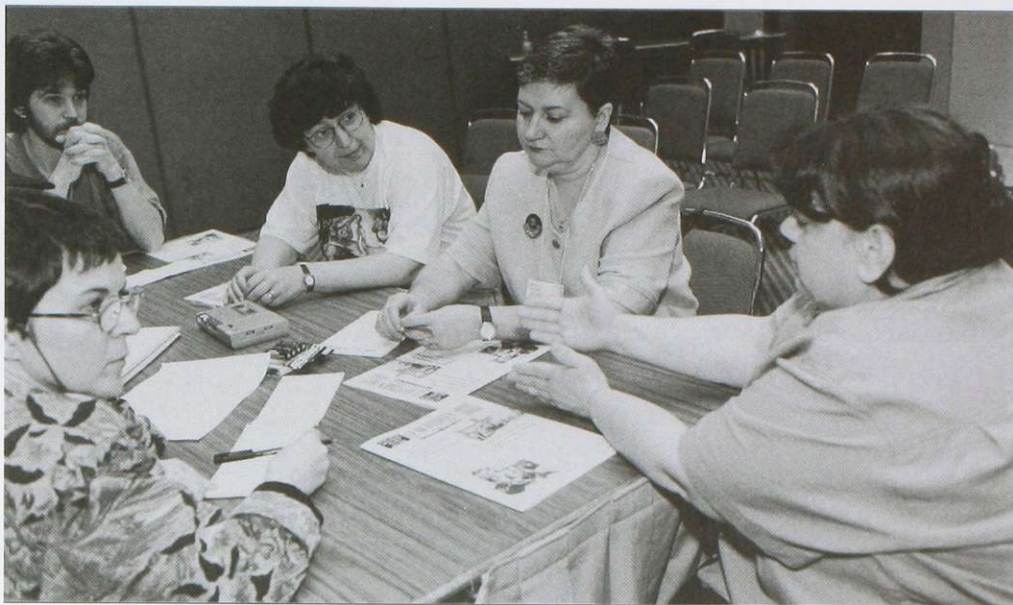
## On fabrique des exclus

Même si l'économie est en expansion, cela ne crée pas suffisamment d'emplois. Les personnes qui se retrouvent sur la route de l'exclusion ne sont plus juste les handicapées et les analphabètes. Marc St-Louis note qu'en dépit de leur réticence à se manifester comme tels, de plus en plus de jeunes ayant un diplôme collégial ou universitaire font appel aux maisons d'hébergement. Cécile Cormier insiste sur le fait que personne n'est à

l'abri de l'exclusion. «*Il faut regarder autour de soi, dans nos familles, dans nos milieux de travail, pour constater à quel point des gens se retrouvent dans l'indigence sans avoir prévu le coup, que ce soit à cause de la maladie mentale, de l'épuisement professionnel, du vieillissement, des pertes d'emploi ou de la précarité.*»

Claudette Champagne estime que cette menace crée énormément de pressions qui opposent les personnes et les groupes sociaux: «*J'ai été invitée dans un centre d'accueil où le syndicat avait commencé par accepter l'embauche de cinq personnes sur un programme d'employabilité et en moins de deux, voilà qu'il devait en*





De gauche à droite  
Jacqueline Rodrigue,  
du Quotidien du congrès,  
Marc Saint-Louis,  
Cécile Cormier,  
Lise Amyot  
et Claudette Champagne.

accepter vingt-cinq. Je leur ai recommandé de mettre fin à cette entente qui ne servait qu'à déqualifier les emplois pour réduire les coûts de l'établissement.» On diminue souvent les services et on fait faire de plus en plus de sous-traitance au secteur communautaire, à des salaires dérisoires. Marc Saint-Louis note que beaucoup de jeunes sont embauchés sur une base quotidienne et à peine plus qu'au salaire minimum par des agences qui en réclament le double.

### Pour s'en sortir

Il faut établir des priorités pour aider les personnes à s'en sortir, mais de l'extérieur on peut difficilement savoir lesquelles. À Rouyn-Noranda, rapporte Marc Saint-Louis, des intervenants se sont réunis pendant trois jours pour établir des priorités et ils ont conclu que ce devait être de l'aide alimentaire. À leur grand dam, les personnes concernées, lorsqu'elles ont été consultées, ont dit qu'il fallait d'abord que les jeunes aient accès à la bibliothèque. Non que l'alimentation ne soit pas importante, mais pour s'en sortir, il faut plus que de l'aide alimentaire.

### Partager l'information sur les enjeux

D'où l'importance, pour les participant-es à la table ronde, de se donner des informations communes sur les enjeux. Cécile Cormier et Lise Amyot, qui militent dans le cadre syndical, notent qu'il est difficile d'aborder ces questions dans nos assemblées où elles sont malheureusement souvent reléguées à la fin, avant ou dans le varia. «Comme syndiquée, je me sens très interpellée par la question. Dans mon syndicat, les gens se montrent très intéressés par la réduction du temps de travail, mais en autant que cela procure des emplois aux jeunes et aux personnes qui n'en ont pas. Ça, c'est loin d'être garanti. Il faut l'exiger. Par ailleurs, est-ce que nos pratiques syndicales, notre façon d'aborder les assemblées sont propices à cet exercice qui mènerait à plus de solidarité?», demande Cécile Cormier.

Qui sait, par exemple, que 1996 est l'année mondiale de la lutte contre la pauvreté? Pourtant, personne n'ignore que c'est l'année de la lutte contre le déficit, ce qui fait dire à Marc Saint-Louis: «Au lieu de lutter contre la pauvreté, on fait la lutte aux pauvres.»

### Urgence solidarités

Dans un contexte où le nombre de personnes inactives, ou plutôt sans travail, ne cesse d'augmenter, il faut certes trouver de façon urgente de nouvelles solidarités, mais urgence ne signifie pas uniquement des réponses à court terme, selon Marc Saint-Louis, car on se tire dans le pied. «Le partage de la richesse ne doit plus reposer sur le seul véhicule du salariat; il faut être créatif et trouver d'autres façons de partager la richesse. Tout le monde convient qu'il faut également se montrer solidaire avec la différence. Il y a urgence de se mettre à l'écoute des personnes qui vivent l'exclusion pour trouver des solutions mieux adaptées à leurs besoins. On doit les considérer comme des acteurs, et non pas strictement comme un passif social dans les comptes publics. En somme, ce que nous dit le premier ministre Bouchard, comme bien d'autres politiciens, c'est qu'il a de la compassion pour les personnes exclues mais que le gouvernement n'a pas les moyens d'en avoir.»

«Il faut leur donner l'espoir de pouvoir s'en sortir et les comprendre au quotidien», ajoute Claudette Champagne. «On parle tou-

jours des centaines de millions et de milliards de déficit; cependant, on ne réalise pas que cela se traduit par une coupure de \$30 dans le budget qu'une personne assistée sociale peut consacrer à l'épicerie, ce qui est énorme pour elle, mais ne semble plus avoir de commune mesure, dans l'opinion publique.»

«Par contre, souligne Lise Amyot, le contribuable moyen gémit à la moindre hausse d'un cent du litre d'essence.»

En conclusion, malgré le fait que le gouvernement reconnaît que les causes de l'exclusion sont structurelles, il persiste à en faire porter le fardeau par les individus. C'est la tendance qu'il faut renverser. Il faut cesser de faire ce raisonnement-là.

Il faut revenir à un État de droit, car nous sommes dans un État de marché. Pour y parvenir, les participant-es croient qu'il faut ouvrir l'espace démocratique dans nos milieux populaires et syndicaux et faire une place aux personnes exclues, place qu'elles n'ont pas, présentement.



# Que pensez-vous du budget Landry?

**Denis Daigle, opérateur de pelle mécanique, secrétaire exécutif de la CSN-Construction, Québec**



Le budget s'en prend aux petits et ferme la porte aux jeunes. Dans la construction,

le salaire moyen est de \$19,000 à \$20,000. Il y a moins de travail que jamais. Et ça s'ajoute aux compressions dans l'assurance-chômage. C'est la pire situation que j'ai jamais vue. Comment peuvent-ils penser que les gens vont cesser de faire du travail au noir? Au bureau du syndicat, on reçoit de plus en plus de demandes d'aide. Ce que je crains, c'est la montée de la violence. Le manque de revenu, ça se traduit souvent comme ça. Des divorces, des enfants laissés à eux-mêmes. Ça désorganise la société.

**Constance Allain, Syndicat des professionnelles et des professionnels des services sociaux de l'Outaouais**



Pour un gouvernement qui pense davantage à développer la sociale-démocratie,

il reste quand même très proche des politiques néolibérales. Les compagnies sauvent encore de l'impôt pendant que les bénéficiaires à la classe moyenne sont coupés. Moi, je trouve qu'il n'y a pas grand changement. En passant uniquement par la porte de la lutte au travail au noir, le gouvernement ignore complètement la responsabilité de créer de l'emploi. Il est plus facile de s'attaquer au travail au noir que de hausser le salaire minimum.

**Jean Claude Gagnier, travailleur de la Garderie Rhéa**



Le gouvernement et le ministre Landry n'ont pas fait preuve de beaucoup plus

d'imagination qu'ailleurs en Amérique, même si la méthode est moins dure qu'en Alberta et en Ontario. Il n'y a pas d'augmentations directes d'impôts, mais il vient chercher nos revenus par en arrière. Le gouvernement aurait dû suivre les pistes mises de l'avant par la CSN, de très bonnes propositions, dont la création d'une fiducie pour la dette nationale, qui nous aurait permis de régler cette question sur une période de 20 ou 30 ans.

**Hélène Gauthier, Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep de Chicoutimi**



Ce n'est pas un budget innovateur comme on s'y attendait en ce sens qu'il n'y a

pas de création d'emploi; c'est un budget pour colmater les brèches seulement. On s'attaque aux consommateurs en les taxant, donc la consommation va ralentir et ça va bloquer l'économie. Ça ressemble aux budgets qu'on a déjà connus avec les autres gouvernements. Je crois que le gouvernement attend de voir comment les organisations comme la CSN, par leur instinct de survie, par leur instinct de réagir. On n'aura pas d'innovation tant qu'il n'y aura pas de grand mouvement dans la santé et l'éducation.

**Laurette Poirier, infirmière-auxiliaire, présidente du Syndicat des employé-es du Centre hospitalier de Baie des Chaleurs**



Chez nous, en région éloignée, l'effet du budget Landry va être dés-

astreux, en particulier pour les jeunes. Il n'y a rien pour créer de l'emploi. Ce sont encore les petits qui vont payer. Le taux de chômage, qui est déjà fort élevé, va encore augmenter et la région va continuer de se vider. Mon fils aîné, par exemple, a deux DEC et il est videur dans un bar à Rimouski! Moi, j'aurais essayé de partager la richesse; j'en aurais enlevé à ceux qui en ont le plus. Par exemple, dans le secteur de la santé: les médecins. Mais ils n'osent jamais toucher aux plus riches...

**Jean-Pierre Tremblay, syndicat de Reynolds à Baie-Comeau**



Comme travailleur, je déplore le fait que le dernier budget du gouverne-

ment du Québec touche aux déductions des cotisations syndicales et nous empêche de lever des cotisations syndicales ponctuelles. Comme citoyen, je remarque que ce n'est pas un budget pour favoriser l'emploi. Le gouvernement aurait dû s'inspirer des recommandations de la CSN, comme celle d'obliger, oui obliger!, chaque employeur à créer un emploi.

À MUSÉE, vous trouverez peut-être le temps de vous rendre, car ils sont nombreux à Montréal. Les horaires du congrès s'y prêtent peu, c'est pour-quoi nous vous suggérons des visites en soirée, le midi, et dans les environs. Si le verre vous intéresse, pas nécessairement pour en prendre un, vous pouvez visiter la Biennale du verre présentée par l'industrie canadienne du verre qui vous étonnera par les chefs-d'oeuvre et les utilisations qu'on peut tirer de cette matière. 125 verriers du monde entier y exposent. C'est au marché Bonsecours, 356 rue St-Paul est, dans le Vieux-Montréal. L'entrée est gratuite et l'exposition est ouverte de 11 heures à 19 heures.



À proximité, il y a également le Musée d'Art contemporain de Montréal, situé rue Sainte-Catherine, juste à l'ouest de la Place des Arts.



Par ailleurs, jeudi soir jusqu'à 21 heures, vous pouvez parcourir gratuitement les expositions du Musée McCord, 690 rue Sherbrooke ouest. On y présente notamment une histoire du hockey qui comporte plusieurs artefacts sur les origines de notre sport national. Il y a également une exposition «Délire déco» sur ce courant artistique et le design des années 20, ainsi qu'une rétrospective du peintre naturaliste canadien Tom Thompson. Le musée est ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 18 heures et le prix d'entrée est de \$7.

Luc Latraverse



# Entrevue avec Vicente Paulo Da Silva

## Grève générale nationale appréhendée au Brésil

Vincent Martineau

**Devant l'insuccès des négociations avec le gouvernement brésilien, une coalition dirigée par la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT) proposera le déclenchement d'une grève générale nationale, le 14 juin prochain.**

Plusieurs facteurs expliquent la situation catastrophique dans laquelle se trouve la majorité des travailleurs brésiliens. En premier lieu, le Brésil est, depuis un an, dans une phase de restructuration économique. Celle-ci passe par la stabilisation de la monnaie ainsi que par le contrôle de l'inflation. Jusqu'à maintenant, cette restructuration n'a fait qu'augmenter le taux de chômage ainsi que le nombre des faillites.

Selon Vicente Paulo Da Silva, président de la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT), les moyens employés pour atteindre les objectifs de la restructuration économique sont néfastes pour l'ensemble des travailleurs. La compression des salaires, la grande dévaluation de la monnaie et des taux d'intérêts élevés sont quelques-unes des mesures entreprises par le gouvernement brésilien pour réaliser sa politique économique.

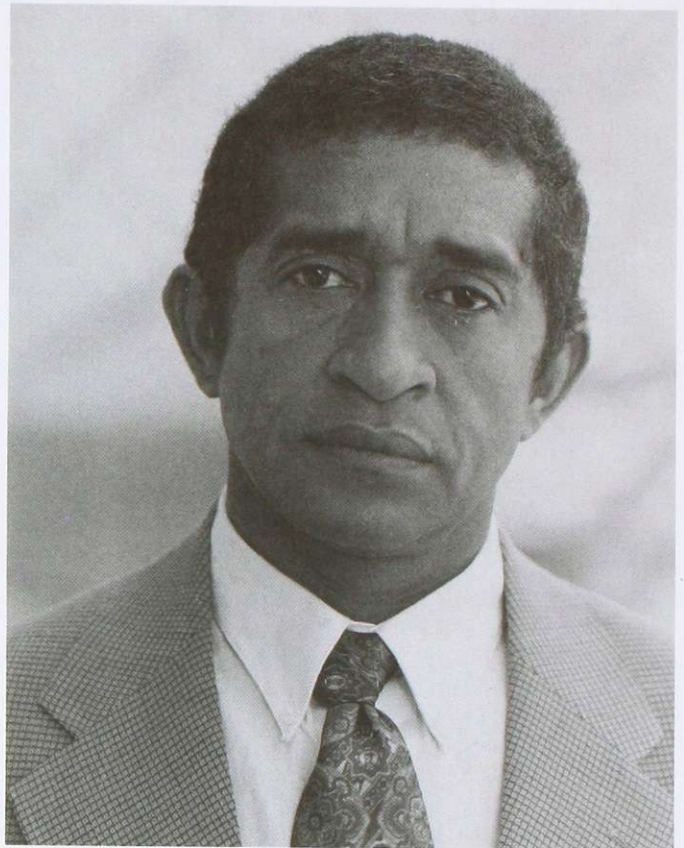
Monsieur Da Silva dénonce aussi certains aspects de la société brésilienne. Il dénonce, entre autres, l'existence d'esclavage, la très grande demande de jeunes travailleurs ainsi qu'une

hausse marquée de la prostitution qui caractérise les pays qui s'appauvrissent. Pour compléter ce bilan, il souligne que la sous-nutrition cause la mort de 1500 enfants chaque jour.

### Grève générale nationale

Actuellement, la Centrale unique des travailleurs du Brésil est en discussion avec d'autres centrales syndicales, plusieurs mouvements populaires et des groupes de retraités en vue d'augmenter son pouvoir de négociation avec le gouvernement. En fait, selon Monsieur Da Silva, cette coalition demande à toute la population active du Brésil de faire un grand geste de solidarité pour provoquer des changements durables.

«La grève générale nationale vise l'emploi, la terre, la punition des criminels, la hausse du salaire minimum ainsi que le droit des retraités. La coalition est disposée à négocier ces points avec le gouvernement brésilien mais elle a besoin de beaucoup de poids», a indiqué le président de la CUT. La grève vise aussi à redonner la dignité aux travailleurs qui vivent pour la



**Vicente Paulo Da Silva, président de la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT), était l'invité spécial du 58<sup>e</sup> Congrès de la CSN.**

plupart dans une situation précaire.

Dans ce sens, la Centrale unique des travailleurs du Brésil s'est donné des objectifs pour renforcer ses liens avec les travailleurs. Elle compte aussi effectuer certains changements dans ses contacts avec le patronat,

comme l'instauration de contrats de travail. «La CUT doit renforcer ses liens avec la base ainsi qu'avec la société et faire reconnaître les travailleurs comme des citoyens ayant droit aux loisirs et à la culture», a conclu Monsieur Da Silva.

### La Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT)

La Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT) a été fondée en 1983 et représente plus de 4 millions de travailleurs brésiliens. En plus, la centrale négocie pour 18 millions de personnes. Le président actuel est Vicente Paulo Da Silva. On retrouve ses membres dans tous les secteurs de l'économie brésilienne. Il existe d'autres centrales syndicales au Brésil. Cependant, elles sont soit près du gouvernement, soit près des syndicats américains.

### Les conditions de vie des travailleurs brésiliens

Le salaire minimum est de \$112 par mois au Brésil. La population active est de 65 millions de personnes. Vingt millions de ces personnes gagnent moins que le salaire minimum.

Dans les grands centres urbains, les travailleurs ont généralement un meilleur niveau de vie que ceux des régions rurales.

Par contre, les travailleurs de l'industrie de l'automobile gagnent en moyenne \$1000 par mois.

Tous ces montants sont en dollars américains.



## Par ailleurs

(...sur Internet, tout le monde sait que ces choses-là n'arrivent pas sur notre planète...)

### VAUT MIEUX FAIRE

#### ATTENTION

Melissa Varon était en état de choc lorsque le Département américain du travail a publié une liste des fabricants et des fournisseurs de vêtements qui ont violé la loi



#### COMPRENDRE LE JAPONAIS

Au Japon, plus précisément à Toyota City, il y a des espèces de kamikazes qui paient!, \$25 de l'heure à part ça, pour rouler sur des routes spécialement aménagées et pleines de nids-de-poule, celles du pays n'étant apparemment pas assez défoncées à leur goût.

Pas besoin de gaspiller votre fric, les gars, venez habiter Montréal!

du travail. En effet, Mme Varon est propriétaire d'une compagnie qui fabrique des chandails pour femme. Sa compagnie a été identifiée, avec trois autres, qui avaient été reconnues coupables d'abus. La vérité est que la compagnie J&M Varon a fait des affaires avec l'un des trois fournisseurs identifié, et non les trois. Malgré tout, la réputation de l'entreprise avait déjà été atteinte et le Département du travail s'excuse...

#### PLUS MODERNE...

La compagnie Hunt-Wesson Inc s'appête à fermer son usine historique de transformation de tomate. Cette usine emploie 325 personnes à temps plein et 450 travailleurs saisonniers qui perdront leur emploi dans les prochaines semaines. C'était la plus grande usine de produits en conserve du sud de la Californie. Ses opérations seront transférées dans une usine plus moderne.

## Une coop pour sauver Volcano?

Serait-il possible de relancer l'entreprise Volcano par le biais d'une coopérative d'investisseurs et de travailleurs? C'est ce que le Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi, créé par la CSN en 1985, tentera de déterminer à la demande des travailleurs de l'entreprise, qui s'est placée sous la protection de la loi de la faillite le 11 avril, ce qui a déjà entraîné la mise à pied de 200 des 260 employés syndiqués. Deux syndicats de Volcano International, celui de Saint-Hyacinthe et celui de Québec, ont unanimement confié ce mandat au Groupe de consultation, et on s'attend que le troisième syndicat, qui représente les employés de service à Montréal, fera de même au cours de la semaine.

Après avoir pris connaissance des états financiers de Volcano International, les syndicats estiment que cette entreprise, qui fabrique des chaudières industrielles, a un potentiel certain de rentabilité. Aussi, devant la possibilité d'un changement de propriété, ils entendent faire respecter leur existence et leurs conditions de travail. Mais ils soulignent qu'ils sont prêts à examiner toute hypothèse de relance, et à collaborer aux solutions qui pourront être mises de l'avant, y compris la participation des travailleurs au capital-actions.

Volcano International existe depuis 80 ans au Québec. Les actionnaires sont le Fonds de solidarité de la FTQ pour 28.5%, le groupe Dettson, en partie détenu par le Fonds de solidarité, pour 27.5%, les cinq directeurs de l'usine, également pour 27.5%, et Indeck, une firme de courtage de l'Illinois aux Etats-Unis, pour 16.5%.

G.F.

## Concours

### «Moi, je suis un crack du syndicat!»

Tel que mentionné hier, nous vous demandons de contribuer à enrichir par vos témoignages les documents de formation de base pour les syndicats, actuellement en préparation. Un certain nombre de commentaires y seront publiés.

Voici quelques propos déjà recueillis sur le thème d'hier:

«Parce qu'on débat des grandes orientations de la CSN.» «Pour les discours des délégués internationaux.» «Parce que c'est ressourçant, stimulant!»

En remplissant la bulle, vous pourriez vous mériter un des prix de participation qui seront pigés au hasard chaque jour. Il vous suffit de déposer vos coupons, même ceux de la veille, dans la boîte du concours au comptoir de l'accueil. Les noms pigés paraîtront chaque jour dans cette chronique. R.B.

Assumer une fonction syndicale, pour moi, ça veut dire...

---

---

---

---

---

---

---

---



## ENQUÊTE

### L'opinion des membres

Une enquête effectuée par le Groupe de recherche sur les transformations et la régulation du travail (GRT) en collaboration avec la CSN a révélé que 40% des 1457 membres interrogés pensent que la CSN devrait conserver son attitude actuelle, 35% qu'elle devrait avoir une attitude plus combative et 25% une attitude plus conciliante. Interrogés sur la capacité de la CSN de s'adapter aux changements qui marquent la société, 78,2% des membres l'en estiment capable. Sur la participation de la CSN aux grands débats publics, 62% ont répondu qu'elle s'impliquait juste assez.







Y paraît que...

**NON, C'EST PAS DRÔLE D'ÊTRE ASSIS EN AVANT**

Aux petites heures, hier matin, je me suis dit que vous seriez peut-être trop gênés pour monter sur le «stage» constater de visu comment c'est organisé. Alors j'y suis allé pour voir. Eh bien! Gérald a accès à un moniteur qui lui permet de voir si quel qu'un fait des grimaces sur le grand écran. Pour sa part, Nicole Cousineau, la secrétaire du congrès, a un ordinateur à sa disposition. Il y a également un téléphone... probablement pour que les membres de l'exécutif puissent avertir, qui sa blonde, qui son chum, de l'heure où ils vont entrer souper. Je ne vous donne pas le numéro pour les appeler. Prenez le micro, c'est aussi vite.

...

**IL Y EN A QUI ARRIVENT AVANT LES AUTRES**

Rencontré tôt, hier matin, le nouveau trésorier de la CSN, Michel Lessard.  
— Michel, t'es le premier membre de l'exécutif sur les lieux du congrès.  
— Je suis toujours à temps.  
— Veux-tu dire que les autres sont en retard?  
— Je ne l'affirme pas! (Décidément, il parle déjà comme un politicien aguerrri. Il est mûr pour sa première conférence de presse.)

...

**IL Y EN A QUI ARRIVENT AVANT LES AUTRES (bis)**

Russell Tremblay, du Syndicat de la construction du Saguenay-Lac-Saint-Jean, a été le premier délégué à s'inscrire. Mais ce fut réussi par la peau des dents. En effet, il avait posté sa lettre de créance vendredi... au lieu de l'apporter avec lui. Il a donc fallu qu'il attende un autre délégué de son syndicat pour devenir «officiel» plus qu'«officieux», car il faut deux signatures sur toute lettre de créance.

...

**IL Y A DES ATTITUDES QUI NE SONT PAS DES HABITUDES**  
Quand on prend sa retraite

C'est pas parce qu'on parle de vous que c'est vrai

de la CSN, on adhère à l'Organisation des retraité-es (ORCSN). Parmi les premiers retraités à s'inscrire: Irène et Maurice Côté, syndiqué-es à la CSN depuis la Deuxième guerre mondiale. Ils furent pendant une dizaine d'années salarié-es de la CSN à la Baie James. Salut!



**JEANNOT VANDAL VOULAIT PASSER INAPERÇU**  
Parlant de retraités, Jeannot Vandal (anciennement de l'usine Beloit de Sorel) a mis hier ses habits des grandes occasions, mais a décidé de ne pas mettre ses jewels. «Je tiens à passer inaperçu», a-t-il déclaré au Couche-Tard. (Je pense que la semaine est jeune. Je mettrais bien un 2\$ que les jewels vont apparaître d'ici la fin du congrès.)

**IL Y EN A QUI ARRIVENT AVANT LES AUTRES (bis)**  
Léopold Beaulieu, qui fut vingt ans trésorier de la CSN, a été obligé de faire le tour de toutes les personnes à l'inscription avant de se rappeler qu'il n'était pas délégué, mais invité au congrès.  
— Comment te sens-tu comme invité?  
— C'est moins pire que comme visiteur.

...

**AUJOURD'HUI, C'EST LA FÊTE À JUJULES**  
Dans la série des événements spéciaux du congrès, nous tenons à souligner que c'est aujourd'hui la fête de Julien Lévesque, le doyen de la délégation du syndicat de Robert-Giffard (Québec), qui a 49 ans. Le Couche-Tard vous permet de lui donner la bascule, mais pas sur le plancher du congrès... de préférence dans l'antichambre.

...

**JOUER AU BASKET AVEC LE COUCHE-TARD, C'EST POSSIBLE!**  
Le Couche-Tard et ses z'amies jouent au basket jeudi soir s'il fait beau. Apportez vos «shoe-claques»: on vous donnera les coordonnées dans le *Quotidien* de jeudi.

MESSAGES ET ANNONCES CLASSÉES

Couple d'actionnaires de Bâtirente, section actions, cherche autre couple d'actionnaires, section obligations. But: échanger et diversifier nos portefeuilles. Réf. 447

Ours mal léché, mais en santé, cherche grande ourse amatrice de plein air. But: aller dehors faire un p'tit tour. Réf. 918

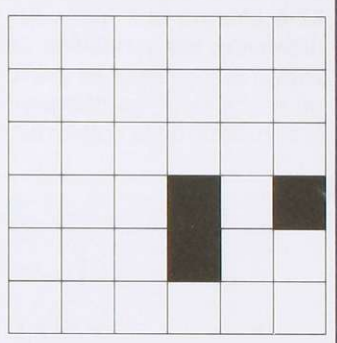
Couche-Tard cherche Lève-Tôt. But: vivre 24 heures par jour. Réf. 424

Groupe d'hommes cherche groupe de femmes. But: établir un protocole de non-maraudage. Réf. 136

Billet de vingt cherche fromage. But: organiser un «vin et fromage». Réf. 020

**ÇA SE PASSE AU 403 B-C**  
Nos gagnants d'hier: des délégués de différents syndicats, dont plusieurs de Robert-Giffard (Québec) et le plus plus grand collectionneur, congrès après congrès, des gaminets du Couche-Tard: Pierre Venne (CSSMM-FAS-CSN). Aujourd'hui, en plus, la première ou le premier qui trouve la réponse à la devinette suivante aura également droit à un gaminet: **QUI A INVENTÉ LE MAMBO?** «Non, Marx, ce n'est pas Jo di Mambo.» Nota Bene: six gaminets maximum par jour.

Mots croisés



- Horizontal**
- Danse d'origine sud-américaine.
  - Relatif à l'aviation.
  - Mâcha de nouveau.
  - Trois fois (lettres mêlées).
  - La plus belle saison. Infinitif.
  - Causera du tort à quel qu'un.
- Vertical**
- Regroupement en vue d'une action commune.
  - Touche plus ou moins rudement.
  - Troupes pour combattre.
  - 102 en chiffres romains.
  - Pousser un cri de cheval.
  - Recueil de poèmes. Coup sur le tambour.

Réponse aux mots croisés d'hier

M	A	M	A	N	S
E	R	O	D	E	E
R	A	T	E	R	
L	I	E			I
A	R	A	G	O	N
N	E	G	O	C	E



## Solidarité populaire Québec

Des représentantes et représentants de Solidarité populaire Québec seront présents au congrès, au kiosque de l'aile ouest, Foyer du 4<sup>e</sup> étage. La journée de lundi étant consacrée à la solidarité sociale, les délégué-es pourront se procurer des exemplaires de la Charte sociale adoptée par ce regroupement de plus de 130 organismes populaires et syndicaux.

## Objet de solidarité

En vente au coût de \$10 au comptoir de la solidarité, ouvert de 8h30 à 19h30, une magnifique épingle en métal, de fabrication québécoise, qui reproduit le chaînon de la CSN. Prenez note qu'il vous en coûtera \$5 pour la durée du congrès, ou encore \$2 à chaque fois que vous déposerez vos serviettes. Ce sont des membres en grève ou en lock-out qui tiennent le comptoir de la solidarité.



## Objets perdus

S'il vous arrivait de perdre autre chose que la tête, ou que vous trouviez quelque chose dont vous pensez que ce serait utile que le ou la propriétaire le retrouve, adressez-vous au Service d'ordre, Foyer du 4<sup>e</sup> étage. Il y a là plein de bon monde qui pourra vous aider.

## Des problèmes? Des informations?

Les nouveaux et nouvelles délégué-es qui ont des questions à poser ou qui veulent obtenir des informations sur le déroulement du congrès peuvent rencontrer quelqu'un tous les matins devant la salle 409, à

# 8h30

## Place

Le Comité national des jeunes, la relève quoi!, vous invite à venir le rencontrer au kiosque de l'aile ouest, Foyer du 4<sup>e</sup> étage. Le Comité présentera ses activités et ses orientations aux délégué-es intéressés.

## aux jeunes!

## SSQ-Vie

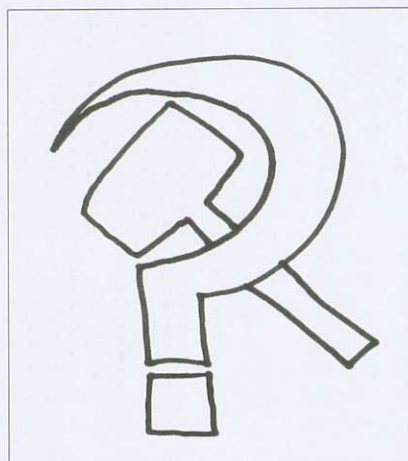
Les représentants de la SSQ-Vie vous attendent au kiosque de l'aile ouest, Foyer du 4<sup>e</sup> étage.

## Money! Money!

Il en faut toujours. Si donc vous vous retrouvez à court de liquidités, les guichets de la Caisse d'économie des syndicats nationaux de Montréal sont ouverts de

**10h30  
à 13h00  
et de  
14h15  
à 16h45**

jusqu'au 24 mai.



## Nos outils collectifs

Vous désirez en savoir davantage sur la panoplie d'outils collectifs mis en place par la CSN ces dernières années? Si Fondation, Bâtirente, le Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emplois vous intéressent, allez faire un tour du côté du kiosque NOS OUTILS COLLECTIFS, aile ouest du Foyer du 4<sup>e</sup> étage.

## Du pain et des roses sur Internet

On n'arrête pas le progrès! La vigile organisée par les militantes du Pain et des roses, qui se tiendra à Québec début juin, a trouvé une niche sur Internet. Une niche offerte par le Syndicat des garderies de Montréal. L'adresse:

<http://www.vir.com/gamine/~pain.htm>